

LE RÉVÉLÉ

108, rue de Paris, Lille. — Téléphone 471.50, 471.57, 471.58.

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION

43, boul. Haussmann, PARIS (9^e)

“ Le Japon est décidé à éliminer une fois pour toutes l'influence anglo-américaine en Asie Orientale ”

déclare le Général Tojo à Manille

Tokio, 6. — Une grande manifestation se déroulera, ce matin, au Japon, pour commémorer la victoire de Manille, en présence de plus de 400.000 personnes, en l'honneur du premier ministre japonais Tojo, arrivé inopinément dans la capitale des Philippines.

A son arrivée, M. Tojo a été accueilli par de longues ovations. Dans leurs allocutions, les représentants de l'administration civile, M. Vargas, en tête, se félicitent de la résolution des 18 millions de Philippins de collaborer avec les forces japonaises pour la reconstruction de l'Asie orientale et d'établir une paix durable dans la région.

Après la manifestation, M. Tojo s'est longuement entretenu avec les premiers conseillers de l'administration militaire japonaise aux Philippines, avec M. Murah, ancien ministre des transports et avec M. Jorge Vargas, chef de l'administration civile.

Le Japon, déclara avec force le premier ministre, est décidé à éliminer une fois pour toutes l'influence anglo-américaine en Asie orientale et d'établir une paix durable dans la région.

Après la manifestation, M. Tojo s'est longuement entretenu avec les premiers conseillers de l'administration militaire japonaise aux Philippines, avec M. Murah, ancien ministre des transports et avec M. Jorge Vargas, chef de l'administration civile.

Deux jours de congé supplémentaires aux prisonniers permissionnaires

Paris, 6. — Le Commissariat général à la main-d'œuvre française en Allemagne communique :

A la suite des démarches effectuées, les autorités allemandes ont accordé que le départ des mille prisonniers permissionnaires jouissant du statut du travailleur libre et qui retourneront en Allemagne comme civils, soit retardé de deux jours et fixé au mardi 11 Mai.

Les permissionnaires pourront ainsi passer dans leurs familles un dimanche de plus, qui se trouve être justement la fête de Jeanne d'Arc. Le départ aura lieu de Paris, Gare du Nord, mardi 11 Mai à 9 h. 20, à destination de Compiègne ou aura lieu le rassemblement général à midi.

Les permissionnaires qui se trouvent en province recevant du Commissariat général à la main-d'œuvre française en Allemagne un itinéraire précis leur donnant toutes facilités pour gagner Paris au jour et heure fixés.

Un service d'autocar prendra les permissionnaires à leur arrivée dans les différents gares de Paris le matin et les conduira à la Gare du Nord. Ceux qui se rendent directement à Compiègne devront se trouver au plus tard à midi au centre d'accueil.

1.000 arrestations à Sofia

Sofia, 6. — L'état de blocus a été levé mercredi soir à 20 h. à Sofia.

Dans la nuit de lundi à mardi, les autorités militaires bulgares ont procédé, dans la ville, à une vaste action d'arrestation.

Pendant ces journées, d'importantes contingents de troupes fouillant méthodiquement chaque quartier ont fait la chasse aux communistes et aux trotskistes.

On annonce qu'on a procédé à l'arrestation d'environ 1.000 individus qu'on soupçonne d'avoir participé dans des manifestations subversives. Parmi eux se trouvent environ 400 communistes.

Les habitants de Sofia ont, au cours de ces deux jours, fait preuve d'une remarquable discipline en observant de façon exemplaire les mesures d'ordre qui leur avaient été prescrites.

Depuis mercredi, 20 heures, la circulation est interdite à Sofia. L'interdiction de téléphoner a été levée.

Dans les jours qui suivront, les autorités militaires et judiciaires bulgares poursuivront méthodiquement l'examen des dossiers de certains indices prouvant que des puissances étrangères ont participé à la réorganisation et à l'exécution de plans terroristes visant à supprimer tout premier lieu les positions nationalistes qui compromettent dans leurs rangs le colonel Pounteff, récemment assassiné.

Les assassins de Paul Colin ont été condamnés à mort par la Cour martiale de Bruxelles

Bruxelles, 6. — Trois semaines après avoir assassiné Paul Colin, l'ancien fondateur du «Nouvel Journal», et son collaborateur Gaston Bekeman, les meurtriers ont comparu devant la Cour Martiale de Bruxelles.

Il s'agissait de trois, Arthur Fraiteur, le fils d'un financier bien connu, André Bertolot, un ouvrier boulangier âgé de 23 ans et un nommé Raskin.

Au cours de l'interrogatoire, les deux derniers hommes n'ont pas hésité à avouer que c'était l'appât du gain qui les avait amenés à commettre leur acte. Ils ont déclaré qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de tuer. Seul la peur d'être lui-même victime de ses complices l'obligea à ne pas quitter l'organisation, quand il connut ses véritables buts.

Bertolot précisa même qu'il n'avait jamais eu l'intention de tuer. Seul la peur d'être lui-même victime de ses complices l'obligea à ne pas quitter l'organisation, quand il connut ses véritables buts.

Raskin, lui ne s'embarassa de aucune excuse. Il y avait de l'argent à gagner, aussi fit-il son métier de journaliste sans la moindre hésitation.

Quant à Arnaud Fraiteur, il s'excusa de ne pas avoir été présent à la production de la production de guerre, si cette entreprise est sous le coup d'une menace de grève.

LES SUSPENSIONS DE PEINES

Vichy, 6. — En vertu d'un décret que publie ce matin le «Journal Officiel», l'exécution de toute peine privative de liberté peut être suspendue par arrêté du garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la Justice, après avis du ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur et du Conseil d'Administration des secrétariats d'Etat à la Justice.

La suspension de peine pourra être révoquée par simple arrêté du garde des Sceaux, ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur pour mauvaise conduite en exécution des conditions fixées par l'arrêté de suspension.

Si cinq années, au cas de peine correctionnelle à temps ou dix années au cas de rélegation ou de peine criminelle s'écoulent à compter de la suspension sans que la révocation intervienne, la suspension de peine deviendra définitive.

La suspension de peine pourra, à tout moment, être déclarée irrévocable lorsque le condamné sera acquies des mesures particulières de rééducation, ou de son travail jugé utile dans l'intérêt supérieur de la nation.

Amsterdam, 6. — L'agence Reuter mande que le Sénat américain a rejeté, par 68 voix contre 16, le projet de loi déposé par le sénateur américain Connally visant à attribuer au gouvernement des pleins pouvoirs pour reprendre l'importation de biens fabriqués ou produits dans l'entreprise de guerre, si cette entreprise est sous le coup d'une menace de grève.

UNE AGRESSION de la marine américaine contre la Martinique est imminente

Berlin, 6. — L'Agence «United Press» apprend qu'une intervention de la marine des Etats-Unis est imminente sur l'île française de la Martinique. On invoquera comme motif de cette agression des troubles qui auraient éclaté par suite de l'absence de vivres, de sorte que les U.S.A. se seraient vus obligés de rétablir eux-mêmes la paix et l'ordre sur l'île.

Récemment, on a prétendu du côté américain que la Martinique devait être occupée, pour éviter qu'elle ne serve de base pour une invasion des puissances de l'Axe sur le continent américain. On a déclaré aussi que la Martinique était un point d'appui pour les sous-marins de l'Axe.

Les milieux de la Wilhelmstrasse déclarent que le motif invoqué actuellement pour l'attaque projetée met le comble à l'habitude de mentir des Américains.

Si, effectivement, des troubles avaient éclaté sur l'île de la Martinique, les Américains seuls en seraient responsables, puisqu'ils ont effectué le blocus de l'île, pour arracher des concessions à l'amiral Robert.

L'inquiétude d'ailleurs compréhensible, qui aurait pu s'emparer de la population à la suite du blocus, doit servir maintenant de prétexte pour une intervention militaire. En réalité, souligne une fois de plus les milieux de la Wilhelmstrasse, les Etats-Unis ont des vues sur l'or du continent américain, et sur les richesses de la Martinique.

Près de 10.000 Chinois tombent aux mains des Nippons

Tokio, 6. — Au cours des opérations qui se sont produites du 20 avril au 3 mai dans les régions montagneuses des provinces de Shansi, Hupéh et Honan, les Japonais ont obtenu les résultats suivants :

L'ennemi a laissé plus de 5.000 morts sur le terrain.

Le nombre des prisonniers de guerre s'élève à 9.683.

Le butin comprend 4.871 fusils, 294 mitrailleuses légères, 40 mitrailleuses lourdes, 16 lance-grenades et 8 canons de montagne.



Après un service fatigant, on prend quelque temps de repos à bord du sous-marin tout en restant prêt à la première alerte. (Ph. Siphon)

Une vedette rapide anglaise coulée au large de la côte bretonne

Grand Quartier général du Fushrer, 6. — Le Haut commandement de l'armée communique :

Le 6 mai, à l'aube, des forces de protection côtière allemandes ont coulé au large de la côte bretonne, et sans avoir aucune perte, une vedette rapide britannique ; les bâtiments de ces bâtiments ont été gravement endommagés.

La formation anglaise opéra en deux groupes : l'un d'eux, composé de cinq vedettes rapides et de forces légères de protection côtière allemandes, mais fut cependant repéré à temps. Toutes les torpilles manquèrent leur but. Une vedette fut atteinte de plein fouet par l'artillerie des navires allemands et sombra. Trois autres, gravement endommagés, furent retirés du combat. Aucun navire allemand n'a été endommagé. Un seul membre de l'équipage a été blessé. Entre-temps, le second groupe de vedettes était entré en contact, et à l'est, avec des unités allemandes de protection côtière. Une gerbe de feu s'éleva d'une des vedettes, atteinte de plusieurs coups directs.

11 avions britanniques abattus à l'Ouest

Berlin, 6. — On apprend que quelques avions britanniques ont survolé dans la nuit du 5 au 6 mai la région de l'Ouest.

Un avion ennemi a été abattu. On apprend d'autre part que, le 5 mai, 5 avions ennemis ont été abattus par les unités de la marine de guerre allemande.

Au-dessus des Pays-Bas seulement, la D.C.A. de la marine a abattu 3 bombardiers multimoteurs.

A la suite de ces succès, le nombre des avions abattus par la D.C.A. de la marine et par les unités aériennes allemandes s'est élevé à 11 appareils.

LES ANGLAIS se heurtent en Syrie à de grosses difficultés

Ankara, 6. — On apprend que la situation en Syrie est devenue de plus en plus difficile pour les Britanniques.

Les élections syriennes ont été annulées et les Anglais s'efforcent de convaincre les Syriens de rejoindre le bloc national syrien. En effet, ces élections ne peuvent avoir lieu sans la participation de ce parti populaire, qui est le plus important du pays.

Au cours des négociations qui se sont déroulées à Damas, à Alep, à Beyrouth, au Caïre, l'arabisme a été distribué à profusion et la diplomatie britannique a fait de gros efforts. Cependant, le chef du parti, Chukry Kawatly, n'a pas répondu à revendiquer le poste de président de la République en faveur de Hachim el Atassi, qui est également membre du bloc national.

STALINE veut une Pologne « forte et indépendante » mais soviétisée

Berlin, 6. — Le correspondant diplomatique du D.N.B. écrit :

Le New-York Times publie la réponse écrite de Staline à deux questions qui lui avaient été posées par le correspondant moscovite du journal américain. Cet écrit est daté du 4 mai et traite du problème des relations polono-soviétiques.

« Je désire que nos relations soient amicales et se développent dans une bonne entente et une estime mutuelle ou bien qu'elles soient fondées sur une alliance au cas où le peuple polonais le désirerait. »

« Le New-York Times » accompagne cette déclaration du maître du Kremlin d'un commentaire de son correspondant à Moscou. Celui-ci estime que Staline a pris position de la sorte afin de poser les fondements pour des négociations en vue du rétablissement des relations entre l'U.R.S.S. et les émigrés polonais. Le correspondant du journal américain rappelle que déjà en décembre 1941 Staline a donné à Sikorski l'assurance que l'U.R.S.S. désirait une alliance avec la Pologne forte et indépendante. Si le chef soviétique a donné déjà alors une telle assurance aux émigrés polonais, pourquoi se demanderait-il maintenant pourquoi les revendications émises dans ce sens par les émigrés polonais de Londres ont suscité la colère de Staline et ont provoqué une agression contre le pays polonais ?

Plusieurs attaques anglo-américaines sur le front tunisien se brisent contre les positions de l'Axe

Grand Quartier général du Fushrer, 6. — Le Haut commandement de l'armée communique :

En Tunisie, plusieurs attaques anglo-américaines ont été repoussées. Au cours de ces opérations, 24 chars qui avaient passé à l'attaque à l'est de Mateur, 13 ont été détruits.

Lors d'attaques menées à base d'armes chimiques, les formations germano-italiennes ont détruit un assez grand nombre de véhicules automobiles et plusieurs chars.

De nouveaux chars de combat du type lourd ont été envoyés sur le front tunisien, les troupes germano-italiennes ont été renforcées.

Les avions ennemis ont été abattus en mer.

Les préparatifs des derniers jours, de nos appareils ne sont pas retournés à leur base.

STALINE NOUS OFFRE UN « PETIT TROU PAS CHER » LA FOSSE COMMUNE

Berlin, 6. — On apprend que Staline essaie de mettre en évidence le cours du déroulement de son conflit avec les émigrés polonais de Londres.

« Je désire que nos relations soient amicales et se développent dans une bonne entente et une estime mutuelle ou bien qu'elles soient fondées sur une alliance au cas où le peuple polonais le désirerait. »

« Le New-York Times » accompagne cette déclaration du maître du Kremlin d'un commentaire de son correspondant à Moscou. Celui-ci estime que Staline a pris position de la sorte afin de poser les fondements pour des négociations en vue du rétablissement des relations entre l'U.R.S.S. et les émigrés polonais. Le correspondant du journal américain rappelle que déjà en décembre 1941 Staline a donné à Sikorski l'assurance que l'U.R.S.S. désirait une alliance avec la Pologne forte et indépendante. Si le chef soviétique a donné déjà alors une telle assurance aux émigrés polonais, pourquoi se demanderait-il maintenant pourquoi les revendications émises dans ce sens par les émigrés polonais de Londres ont suscité la colère de Staline et ont provoqué une agression contre le pays polonais ?

ROOSEVELT IRA-T-IL A MOSCOU ?

Berlin, 6. — Roosevelt se rendra-t-il à Moscou ? Cette question est fortement discutée aujourd'hui dans les milieux politiques berlinois, encore qu'il existe des informations positives de sources américaines et londoniennes en faveur de cette visite.

Il ne faut pas considérer ce voyage comme exclu, déclare-t-on. Staline a déclaré jusqu'à présent toute entrevue proposée à l'extérieur des frontières soviétiques, Roosevelt a d'ailleurs un intérêt manifeste à régler par un entretien personnel avec Staline, les multiples questions qui sont en suspens.

C'est le règlement SCRONGNEUGNEU !

Un ménage a travaillé toute sa vie. Lui, soudain, est atteint par le chômage. Il touche 15 francs par jour d'allocation. Il est dépensé de payer son loyer. Arrivé à l'âge normal, il est réversé dans la catégorie des Vieux Travailleurs ; il ne touche plus que 12 fr. 65. Mais désormais, il devra payer son loyer.

Sans commentaires, c'est le règlement !

Nous traversons une crise sérieuse du papier. Dans un commissariat, un pauvre bougre est arrêté pour un péccadille. Le secrétaire l'interroge et remplit 26 feuilles de papier grand format.

C'est le règlement !

Toujours la crise du papier. Un artisan a besoin de matériaux. Au bureau ou à l'adresse, on lui répond qu'il doit remplir des formulaires qu'il trouvera à Wasquehal au prix de 50 fr. Huit jours plus tard, l'artisan revient avec ses formulaires. « Vous n'avez pas besoin de remplir les feuilles ne servent à rien », lui dit-on alors.

Ce n'est plus le règlement ; c'est de la chinoiserie !

Un entrepreneur a besoin de charbon de bois. Chaque mois, on lui fait remplir des formulaires en 5 exemplaires. Chaque mois, les besoins sont les mêmes. Il n'y a que les formulaires qui changent.

C'est le règlement !

Et puisque nous parlons de charbon de bois, donnons cette preuve manifeste de bonne organisation :

L'entrepreneur habite porte d'Artois à Lille. Il reçoit l'autorisation d'acheter une petite quantité de charbon de bois ; mais il doit aller le chercher à Roubaix. Car à Lille, bien sûr, il n'y a pas de fournisseurs, à moins que ces derniers soient affectés à l'approvisionnement des entrepreneurs de Roubaix.

Et que dire aussi de cette réglementation des prix ? On inflige 300.000 francs d'amende à un restaurateur qui fait ses menus à 18 fr., mais qui a le malheur de ne pas donner de dessert et l'on autorise des commerçants à éjecter le prix des fraises, à 340 francs le kilo.

Où, braves vieux qui ne touchez que 300 francs par mois de retraite, on vend au vu et au su de tout le monde des fraises à 340 fr. le kilo. A combien cela fait le pot de confiture ?

Mais, il paraît que c'est légal, alors ?

Eh bien, le règlement mériterait d'être inséré dans une pièce de haute loufoquerie. C'est la seule conclusion que l'on puisse donner à ces quelques notes reçues.

Roger LACQUEMARE.

Le Président LAVAL passe en revue les membres de la L.V.F.

Vichy, 6. — Les élèves aspirants et officiers instructeurs de l'école des cadres de la Légion des Volontaires français, venus à Vichy pour prendre part à la cérémonie au cours de laquelle le commandant Curmier reçut le croix de guerre légionnaire ont été passés en revue à 13 h. par le chef du gouvernement.

Le président Laval qui était accompagné de M. Jacques Guérard, secrétaire général auprès du chef du gouvernement du général Caidault, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat de la Défense et du commandant en chef de la Légion des Volontaires français, a été reçu par le colonel Puaud, délégué général militaire de la L.V.F., les officiers instructeurs et les soldats de l'Ecole des Cadres.

Il sera la main de chacun, après s'être incliné devant le tricolore de la L.V.F.

Giraud ne veut pas recevoir De Gaulle à Alger

Amsterdam, 6. — Le service d'informations britannique mande au grand quartier général allié en Afrique du Nord, que le général Giraud a refusé la demande de De Gaulle qui a proposé Alger comme lieu de rencontre. Giraud insiste pour que la rencontre ait lieu dans une autre localité.

Il se propose de regrouper, ce qui le demandera un certain temps.

LA NOUVELLE LOI SUR LA RÉPRESSION DU MARCHÉ NOIR

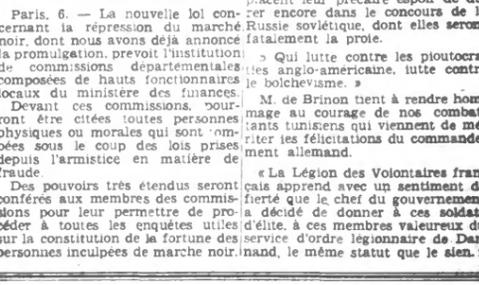
Paris, 6. — La nouvelle loi concernant la répression du marché noir, dont nous avons déjà annoncé la promulgation, prévoit l'institution de commissions départementales composées de hauts fonctionnaires locaux du ministère des finances.

Devant ces commissions, pourront être citées toutes personnes physiques ou morales qui sont nommées sous le coup des lois prises depuis l'armistice en matière de fraude.

Des pouvoirs très étendus seront conférés aux membres des commissions pour leur permettre de procéder à toutes les enquêtes utiles sur la constitution de la fortune des personnes incriminées de fraude.

« Qui lutte contre le ploutocratie des Anglo-Américains, lutte contre le bolchevisme ». M. de Brinon tient à rendre hommage au courage de nos combattants tunisiens qui viennent de mériter les félicitations du commandement allemand.

« La Légion des Volontaires français apprend avec un sentiment de fierté que le chef du gouvernement a décidé de donner à ces soldats d'élite, à ces membres valeureux du service d'ordre légionnaire de Dar-el-Beida, le même statut que le sien. »



Les premiers hommes d'un détachement d'assaut sont déjà prêts dans la tranchée d'alarme qui s'étend, en parties couvertes de pierres, jusqu'à la première ligne. (Ph. Bodo)